

Retour sur une crise ivoirienne

mardi 4 janvier 2011, par [GUEBOIS Robin](#) (Date de rédaction antérieure : 13 décembre 2010).

Lorsque ce bulletin (Afriques en lutte) paraîtra, le second tour des élections présidentielles ivoiriennes aura eu lieu, si tout va bien : jalon supplémentaire, mais non suffisant, dans la résolution de la crise politico-militaire que connaît la Côte d'Ivoire depuis dix ans. Parallèlement, la visite du secrétaire générale de l'Élysée Claude Guéant à Abidjan, début octobre, a consacré la normalisation des relations diplomatiques entre le régime Gbagbo et l'Élysée. L'occasion de revenir sur le rôle joué par notre pays tout au long de cette crise

Un pompier pyromane

Sans vouloir méconnaître les facteurs endogènes dans le déclenchement de la guerre civile ivoirienne, il faut noter cette première coïncidence troublante : la tentative de coup d'Etat de septembre 2002 survient au lendemain de l'annonce de la remise en cause d'énormes intérêts économiques français en Côte d'Ivoire, les marchés jusque là attribués de gré à gré aux firmes tricolores devant être soumis à la concurrence des entreprises chinoises. La position de Bouygues, par exemple, paraît particulièrement menacée. La version officielle veut que, lorsque les rebelles lancent leur attaque, les services secrets français aient été pris de court. Les rébellions se sont pourtant entraînées et armées au Libéria et au Burkina Faso, avec la complicité de Charles Taylor et Blaise Compaore, deux dirigeants alliés de l'impérialisme français et liés aux réseaux françafricains. Mieux, après la tentative avortée de coup d'Etat et alors que les rebelles continuent d'être approvisionnés depuis le Burkina, l'armée et les services secrets auraient été « aveugles et sourds pendant plus de trois semaines », selon Francis Blondet, alors ambassadeur de France au Burkina. On sait qu'il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre... Si l'on ne peut prouver que des réseaux françafricains ont contribué directement au financement, à l'équipement et à l'entraînement des rebelles, force est de constater en revanche que ces derniers font l'objet d'un traitement de faveur de la part de l'armée française, au regard de situations analogues dans d'autres pays liés à la France par des accords militaires. La France refuse de faire jouer les accords de défense comme le réclame le président Gbagbo, et refuse même dans un premier temps tout soutien logistique, prétextant que ces accords sont « caduques », alors qu'ils continueront d'être invoqués, quelques années plus tard, pour justifier par exemple les interventions militaires françaises contre les rébellions centrafricaines. La France n'intervient officiellement que pour la protection de ses ressortissants, mais finit néanmoins par interdire aux rebelles, à leur grande surprise, de progresser au Sud du pays et permet un rééquilibrage militaire au profit des forces loyalistes. Dans le même temps, l'opération Licorne dessine une « ligne de non franchissement » qui consacre durablement la partition du pays et sanctuarise les territoires contrôlés par ceux qui se baptisent « Forces Nouvelles ».

Du militaire au politique... du politique au militaire

L'Élysée a-t-il changé son fusil d'épaule après l'échec de la tentative initiale de coup d'Etat ? N'a-t-il

voulu donner qu'un avertissement au régime de Gbagboet maintenir sur sa tête une épée de Damoclès ? Comme l'expliquent les généraux français, le gel de la situation militaire permet en tout cas à la France d'exercer de fortes pressions au plan diplomatique. Tandis que les militaires français se flattent d'avoir contribué à maintenir l'unité politique des rebelles, menacée par des rivalités politiques sanglantes sur fond de pillages des ressources et des banques, l'Elysée impose en janvier 2003 les accords de Marcoussis. Les représentants de la rébellion et des partis politiques ivoiriens (mais pas le gouvernement) sont « invités » par le président Chirac à élaborer, sous la houlette du juriste gaulliste Pierre Mazeau, un scénario de sortie de crise, dont certaines clauses ne seront jamais acceptées par Gbagbo. Les rebelles, qui n'ont d'autre légitimité politique que celle que leur confère la prise des armes (la gestion maffieuse du Nord du pays qu'ils contrôlent démontrera rapidement que les revendications initiales contre l'ivoirité et les exactions racistes du régime Gbagbo n'étaient que prétextes), doivent se voir attribuer, en vertu de ces accords et dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale, les ministères de l'Intérieur et de la Défense, soit le contrôle de toutes les forces sécuritaires. Pas moins ! Parallèlement, il est prévu l'affaiblissement des prérogatives présidentielles au profit d'un premier ministre « de consensus », mais validé par l'Elysée. Mais ni Seydou Diarra, ni Konan Banny, désignés selon ces modalités, ne parviendront à supplanter Laurent Gbagbo, même après la mise en place d'un « Groupe de travail international » (GIT) piloté par la ministre de la coopération française, B. Girardin, sous couvert de l'ONU, qui tente vainement de placer les institutions ivoiriennes sous tutelle à l'expiration officielle du mandat présidentiel.

Le point culminant des tensions franco-ivoiriennes est atteint fin 2004. Début novembre, les forces loyalistes entament une opération de reconquête et bombardent le Nord du pays pendant trois jours, sans que ni les forces de l'ONU, ni les forces françaises, censées garantir le cessez le feu, ne réagissent. Officiellement, celles-ci ont été surprises par les événements. En fait, les services français en ont suivi minutieusement les préparatifs et les présidents français et ivoiriens, comme l'a révélé Le Canard enchaîné, s'en sont entretenus par téléphone. Comme le reconnaîtra le général Poncet devant la justice française, le président Gbagbo a pu se croire tacitement autorisé par la communauté internationale à mener cette opération militaire. Mais après trois jours de bombardement du Nord, un camp militaire français est pilonné par des mercenaires slaves à la solde de Gbagbo. En représailles, les militaires français procèdent, peut-être sur ordre de l'Elysée, à la destruction immédiate de la quasi-totalité de la flotte ivoirienne. Les milices pro-Gbagbo se livrent aussitôt à des pillages et à des menaces contre les nombreux ressortissants français, qui seront évacués vers la France. L'intoxication dans les médias français atteint alors son paroxysme et l'on parle par exemple à la Une du Monde de corps décapités à la machette. On ne déplorera en fait aucun mort parmi les ressortissants français, mais l'armée française procède en revanche, à deux reprises, à des massacres délibérés de manifestants ivoiriens désarmés qui protestaient contre la présence militaire française. Après avoir pris possession militairement de l'aéroport et de certains points stratégiques de la capitale, une colonne de blindés français se dirige en effet « par erreur » vers la résidence de Gbagbo, avant de prendre possession de l'hôtel Ivoire. L'ambassadeur français au Burkina reconnaîtra plus tard qu'une tentative de coup d'Etat a bien été envisagée par certains gradés français. Celle-ci sera finalement repoussée par l'Elysée, soit retour à la prudence, soit faute de prétendant crédible. Quant au bombardement initial de Bouaké, il demeure aujourd'hui inexpliqué. Côté français, certains journalistes avancent la thèse d'une manœuvre de Gbagbo pour masquer l'échec de son offensive militaire. Scénario plausible, mais c'est la France qui, au grand désarroi des familles des soldats français décédés, a saboté l'enquête judiciaire, s'opposant par exemple à deux reprises à l'arrestation des mercenaires biélorusses impliqués (qui avaient été fournis par Montoya, ancien de la cellule « antiterroriste » de Mitterrand) et refusant de lever le secret défense sur les documents dont elle dispose, malgré l'avis favorable de la commission de déclassification.

Les bons comptes font les bons amis

Comme dans le dossier rwandais, c'est sous la présidence de Sarkozy que s'amorce la détente diplomatique, le pouvoir politique français s'étant résigné à l'éventuelle réélection du leader du FPI, tout en maintenant des liens privilégiés avec les autres candidats Bédié et Ouattara. S'il s'agit incontestablement d'une victoire politique du président ivoirien contre l'ancienne puissance coloniale, celle-ci s'est accompagnée et a été facilitée par une soumission économique renouvelée... Si la rhétorique anti-impérialiste fait toujours partie du fond de commerce politique du président Gbagbo, celle-ci ne trompe plus grand monde. Dès 2004, Bolloré avait récupéré de gré à gré la gestion du terminal à conteneur du port d'Abidjan et certains capitalistes français avaient tenté d'appuyer une détente franco-ivoirienne par le biais du Cercle d'amitié et de soutien au Renouveau Franco-Ivoirien (CARFI). La sortie de crise a coïncidé avec un retour en force des grandes entreprises françaises qui se sont empressées d'engranger des contrats avant la tenue des élections : Bolloré, Vinci, CFAO, Alcatel, Technip, Bivac, Bureau Veritas, France Telecom, Sagem, Aéroport de Paris, BNP Paribas, etc. Et bien sûr Bouygues, qui, déjà présent dans l'eau et l'électricité s'est implanté dans les hydrocarbures et a récupéré la construction du troisième pont d'Abidjan qui menaçait de lui échapper en 2002... Dernier en lice : Total, qui vient de faire son entrée dans l'exploitation du pétrole offshore.

En contrepartie, la France a soutenu la Côte d'Ivoire auprès du FMI et de la Banque Mondiale dans le cadre du programme PPTE (Pays pauvre très endetté), lui permettant d'obtenir une restructuration de sa dette auprès du Club de Paris (groupe de créanciers). Enfin la coopération sécuritaire entre les deux pays a repris, et si la base militaire française est officiellement dissoute, il est peu vraisemblable que les soldats français quittent en totalité le pays, même après la fin de la période électorale. Enfin, toujours à la remorque du gouvernement français sur cette question, quelques poids lourds du parti socialiste français, qui a quelques chances de l'emporter en 2012, sont allés faire amende honorable auprès de Gbagbo, qu'ils avaient un temps jugé « infréquentable ».

Robin Guébois

P.-S.

* <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/article/retour-sur-une-crise-franco>